

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 28 (1991)
Heft: 1056

Artikel: La drague populiste
Autor: Jaggi, Yvette
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1021050>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 01.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Domaine Public DP

La drague populiste

Ainsi va le monde en régime démocratique, tout spécialement pendant les périodes de campagne électorale: le discours politique des partis et des hommes ne cesse de dériver. Sous prétexte de rester compréhensibles sans susciter trop de résistances, les partis servent des textes tellement simplificateurs et balancés que les commentateurs ont beau jeu d'en mettre en évidence toute l'indigence et la banalité. Quant aux gens de la politique, surtout en leurs habits de candidats, ils n'assument pas volontiers le risque de l'impopularité. Rien là que d'humain et de bien connu.

Mais certains vont plus loin que le simple souci de ne pas choquer, ni même de déplaire: ils veulent séduire (terme choisi du marketing politique) en collant à ce qu'ils considèrent comme l'opinion dominante, dans l'espoir de la voir s'exprimer en termes électoraux. Dans la mesure où la démocratie est au fond la dictature de l'arithmétique, c'est-à-dire le gouvernement par la majorité populaire, les flatteurs s'emploient tout naturellement à courtiser le peuple. En ce sens, la démagogie constitue moins une dérive permanente de la démocratie que son inévitable corollaire. Et le démagogue — étymologiquement: le meneur de peuple — ne représente pas un véritable danger pour la démocratie, puisqu'il a besoin du peuple pour exercer son talent, dans un style souvent détestable, mais c'est une question de forme.

Si donc la démagogie apparaît comme consubstantielle à la démocratie, il en va bien différemment pour une autre tentation, à laquelle les leaders ont — heureusement — moins souvent cédé dans l'histoire: le populisme, qui n'est plus simple flatterie à connotation électoraliste, mais bien système de «pensée». Le système, qui fonctionne d'autant mieux que la période est plus troublée, consiste à fournir au peuple les «explications» et les schémas d'interprétation de la réalité qui vont l'aider dans son désarroi, en lui désignant clairement des responsables (boucs émissaires) et des alliés (rédempteurs). Du coup, le monde se simplifie, et les

problèmes complexes se contentent de réponses «yaquatistes» dignes du Café du commerce où s'épanouit le populisme, qui fait bien davantage confiance au gros bon sens qu'aux élites, par définition trop nuancées pour réfléchir sans arrière-pensées et trop habiles pour agir sans intentions manipulatrices.

On a vu dans les années trente ce que donne le populisme à grande échelle, avec son immanquable composante raciste. Et même si, à l'instar du national-socialisme, l'extrême-droite s'appuie traditionnellement sur le système populiste, elle n'a pas l'exclusivité d'un dérapage sur cette dangereuse pente. Marchais n'a pas toujours fait moins popu que Le Pen ou Poujade; certains n'hésitent pas à parler d'éco-populisme, en évoquant la nostalgie passéiste et le malthusianisme des verts les plus fondamentalistes. Malgré tout, la défense inconditionnelle des intérêts les plus immédiats des automobilistes et autres transporteurs routiers semble plus suspecte de populisme que la cause écologique la plus radicalement défendue. Récemment, la revue *Cosmopolitiques* dressait un tableau sans doute assombri des diverses dérives populistes (n° 18/ février 1991, avec un dossier intitulé «Populisme, le mal européen?»).

En Suisse, en cet automne électoral, en pleine stagflation, nous observons les ravages de la tentation populiste. Les thèmes de l'asile, de la «nouvelle» pauvreté, des «petits» (commerçants, paysans, rentiers) peuvent alimenter les discours les plus déviants, prononcés avec le triomphalisme particulier à ceux qui sont persuadés — et fiers — de dire tout haut ce que le peuple penserait tout bas et ressentirait profondément. Quand les élites font dans la philosophie à la hache et quand les élus dénoncent le laxisme de leurs pairs en donnant eux-mêmes dans la plus basse facilité, il y a de quoi effectivement désespérer de ceux qui ne devraient suivre — et faire suivre — les pentes que dans le sens de la montée.

En Suisse alémanique en général, mais tout spécialement à Zurich, l'Union dé-

YJ

suite page 3

L'article omis

(ag) Le Conseil d'Etat vaudois va présenter au Grand Conseil un budget 1992 qui prévoit un déficit d'environ 300 millions, ou plus exactement, comme à l'Uniprix: 297 millions.

Si les comptes qui seront connus en 1993 ne présentent pas une substantielle amélioration, les déficits, à cette date, auront épuisé le fonds de réserve spécial, appelé fonds d'égalisation des résultats. Or il est prévu à l'article 48 (dernier alinéa) de la Constitution: «Le déficit ressortant du compte de pertes et profits est prélevé sur le fonds de réserve spécial. A ce défaut, il doit être couvert par des ressources nouvelles dans le plus prochain exercice. (...)»

Chose curieuse, personne ne fait référence dans le débat actuel à cet article 48

qui fut adopté en 1963 dans l'indifférence générale: record de l'abstentionnisme cantonal. Cet article voulait concilier la rigueur, ne pas admettre un déficit durable du budget de fonctionnement, et les variations conjoncturelles: les bénéfices accumulés durant les bonnes années doivent permettre de doubler le cap des mauvaises années.

En réalité, il ne fut en trente ans jamais appliqué. D'une part la dernière augmentation des impôts (1972), qui fit passer le coefficient de 124 à 129 (+4%), fut décidée sur la base du budget et par anticipation. D'autre part, l'Etat de Vaud, au lieu d'enranger de manière comptable tous les bénéfices, a systématiquement procédé à des amortissements extraordinaires, évitant de gon-

fler un compte de réserve qui ne correspond pas à des liquidités disponibles.

Si le fonds avait été approvisionné de tous les bénéfices réalisés depuis 1982, il permettrait de reporter de plusieurs années les mesures de redressement nécessaires. Même son alimentation qui fut modeste retarde de trois ans l'application de la règle constitutionnelle.

Mais l'article 48 doit contraindre le Grand Conseil; que faut-il entendre par «ressources nouvelles»? L'exposé des motifs de 1963 précise: «Par «ressources nouvelles», on entend la majoration des impôts ou des impôts nouveaux ou toute recette nouvelle, à l'exclusion de l'emprunt.» Le rapporteur déclara de son côté: «Le jour où il (le fond de réserve) sera épuisé, il faudra prendre des mesures énergiques d'ordre fiscal.» Mais lesquelles et jusqu'à quelle hauteur? La contrainte constitutionnelle a le défaut d'être impérative et floue. Elle laisse du champ à la contestation du Grand Conseil et n'empêche pas l'exercice du référendum contre toute mesure spécifique.

Attendre que la Constitution, dont personne ne parle aujourd'hui, impose une politique présente un double danger: retarder les échéances et prêter le flanc à ce moment-là à une bataille juridique confuse. ■

FINANCES PUBLIQUES

Générosités cantonales

(jg) Le département vaudois des Finances vient de publier une petite brochure intitulée *Finances cantonales*. On y trouve quelques éléments de comparaison intéressants entre trois cantons: Genève, Vaud et... Argovie!

Si l'on se limite à Genève et à Vaud, on constate qu'en 1979 les dépenses nettes vaudoises par habitant pour l'enseignement et la recherche (canton + communes) représentaient 52% des dépenses genevoises. Ce taux est monté à 56% en 1984 pour se stabiliser par la suite. Mais le taux d'accroissement de ces dépenses dans les deux cantons a été nettement plus élevé que la moyenne suisse. En 1979, par habitant, les Genevois dépensaient 1,67 franc quand le Suisse moyen dépensait 1 franc, et en 1988 ce chiffre était passé à 1,84. En ce qui concerne le canton de Vaud, on est passé de 0,87 en 1979, un chiffre inférieur à la moyenne suisse, à 1,05 en 1988. Le rattrapage du canton de Vaud a donc été substantiel, mais l'effort genevois est néanmoins considérable.

Dans le domaine de la prévoyance sociale, on constate un effet inverse; l'écart entre Genève et Vaud a augmenté. Les dépenses de l'Etat représentaient, toujours par habitant, 48% de celles de la République en 1980. Ce taux est tombé à 44% en 1988. Les Vaudois se maintiennent péniblement juste en-dessus

de la moyenne Suisse. Vaud est-il moins généreux ou moins social, ou y-a-t-il plus de besoins au bout du lac? Sur le long terme, ces écarts ne sont pas dus au hasard et résultent, si ce n'est d'une politique consciente, du moins d'une persistance dans les mêmes attitudes.

Un autre chapitre intéressant concerne le trafic et l'énergie. L'explosion des dépenses nettes genevoises est phénoménale. En 1979, les dépenses vaudoises représentent 80% des dépenses genevoises, toujours par habitant et la moyenne suisse en est à 85%. En 1988, la moyenne helvétique ne représente plus que 53% du niveau genevois et les Vaudois après être descendu à 52% en 1986 sont remontés à 56% en 1988, TSOL oblige.

Dans ce secteur le canton de Vaud est longtemps resté à la traîne, il a fallu attendre 1987 et le début de la construction du TSOL pour que le chiffre vaudois dépasse enfin la moyenne helvétique.

Comparaison n'est pas raison, mais on distingue tout de même les lignes de force: l'accent plus grand mis sur le social à Genève et l'effort vaudois pour rester à niveau dans le domaine de l'éducation. Mais comme toujours, les insuffisances de la statistique et de la comptabilité nationale en Suisse rendent difficiles des études plus fouillées. ■

La drague populiste

suite de l'édito

mocratique (?) qui se dit encore du centre (UDC) aura fondé toute sa vigoureuse campagne sur les thèmes précités, traités sur le mode populiste. La drague est complétée par l'annonce d'une initiative populaire contre les «faux réfugiés» et par des attaques continuelles contre les idéologies, les doctrinaires, les intellectuels, les verts, sans oublier la SSR, les PTT, les transports ferroviaires, qui relèvent pourtant des compétences de l'unique UDC au Conseil fédéral. Si, comme le prévoient les commentateurs, le populisme de l'UDC s'avère électoralement davantage payant que celui des automobilistes ou des «démocrates suisses», alors les partisans d'une Suisse ouverte, démocratique et solidaire devront serrer leurs rangs éclaircis. Et le parti d'opposition exclu de la formule magique ne sera pas celui que les bourgeois se plaisent à imaginer.

YJ